

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/W/215**

**G/SCM/W/225**

1er décembre 1995

(95-3895)

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

## QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR TRINITE-ET-TOBAGO<sup>1</sup> AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 28 novembre 1995.

1. Est-ce que Trinité-et-Tobago a l'intention, soit de modifier sa législation, soit de la compléter par une réglementation visant à tenir compte des obligations détaillées figurant dans les textes de l'OMC relatifs aux pratiques antidumping et aux mesures compensatoires?
2. D'autres modalités concernant par exemple la détermination de l'existence d'un dommage ou l'autorité pour ouvrir une enquête sont-elles déjà arrêtées dans la réglementation mentionnée à l'article 34? La réglementation adoptée en vertu de l'article 34 sera-t-elle notifiée aux comités par Trinité-et-Tobago?
3. Serait-il possible, en vertu du sous-alinéa 3(2) b) i) (page 3), que les marchandises importées à Trinité-et-Tobago soient considérées comme faisant l'objet d'un dumping et qu'un droit soit imposé du fait que ces marchandises font l'objet d'un dumping dans le pays d'exportation, indépendamment du prix à l'exportation pratiqué vers Trinité-et-Tobago?

---

<sup>1</sup>G/ADP/N/1/TTO/1-G/SCM/N/1/TTO/1.